



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'AUBE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

TROYES, le

07 DEC. 2016

Unité départementale Aube / Haute-Marne

Nos réf. : SAU2/E/MB/VM n°

16 - 631

Vos réf. : Transmission par le guichet unique en date du 07/01/2016

\\SBL-CA-03\dossiers\ut10\0-ets-10\000-EOLIEN\0-DOSSIERS\Instruction\00-Maia Eolis-
2016_MSE La Préverterie-extension entre seine et aube\2-Suivi_établissement\DDAU4-Rapport
CDNPS - projet AP\Doc31a_rap cdnps MSE Prevoterie.odt

Affaire suivie par : Marc BERNARD

marc.bernard@developpement-durable.gouv.fr

☎ : 03.25.82.66.21 - 📠 : 03.25.73.72.03

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à Madame la Préfète de l'AUBE
en vue de la commission départementale compétente en matière
de nature, de paysages et de sites (CDNPS)**

Type d'expérimentation	Demande d'autorisation unique
Pétitionnaire	Société MSE LA PREVOTERIE
Commune - adresse	Droupt-Saint-Basle, Droupt-Sainte-Marie et Les Grandes-Chapelles
Intitulé du projet	Parc de 4 éoliennes
Type de projet	Titre I : avec injection d'énergie dans le réseau parc éolien
Coordonnée du siège social	Tour de Lille (19ème étage) - Boulevard de Turin - 59 777 LILLE
N° et date de dépôt	Dossier unique n° AU/010/22/12/2015/012 déposé au guichet unique de l'Aube le 22/12/2015
Corpus réglementaire concerné autre que ICPE soumis à autorisation	- permis de construire (urbanisme) - demande d'approbation d'ouvrage (énergie)
Nom et coordonnées de la personne responsable du dossier	Nom : FOUQUERÉ Yannis ☎ : 03 20 21 42 14 Courrier électronique : yfouquere.fiorano@maiaeolis.fr Adresse : Tour de Lille – Boulevard de Turin – 59 777 LILLE

Par transmission visée en référence, madame la préfète de l'Aube nous a adressé pour avis et suite à donner le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande visée en objet.

Ce présent rapport a pour but de statuer sur ce dossier.

Il est proposé de saisir l'avis des membres de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites -CDNPS- sur les suites administratives à donner à la demande .

Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 13h30-17h00 / 16h00 le vendredi
Tél. : 03 25 82 66 20 – Fax : 03 25 73 72 03
1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377
10025 TROYES cedex

Ce dossier a été instruit conformément à l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et au décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

La demande présentée par la société MSE LA PREVOTERIE est destinée à obtenir une autorisation unique couvrant les champs réglementaires suivants :

- permis de construire au titre du code de l'urbanisme ;
- autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées ;
- approbation au titre du code de l'énergie.

I. Présentation du projet

I.1 Référence et identité du demandeur

Nom	SNC MSE LA PREVOTERIE
Situation	Boulevard de Turin - Tour de Lille EURALILLE - 59 777 Lille
Activité	Production d'activité utilisant l'énergie mécanique du vent
Code A.P.E.	Production d'électricité 3511Z
Numéro RCS	480 141 886 Lille Métropole
Téléphone	03 20 21 42 14

I.2 Présentation de l'établissement et références économiques

La société SNC MSE PREVOTERIE est une société de projet aux liens juridiques et opérationnels extrêmement étroits avec la société mère Maïa Eolis.

MAÏA Eolis est une société spécialisée dans la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne, filiale à 51% du Groupe MAIA, dont le siège est situé à Lyon, et avec une participation à hauteur de 49% de ENGIE (ex.GDF-SUEZ) dont le siège est situé à Paris, La Défense.

L'objectif est de développer des projets, d'installer des fermes éoliennes dans le but de les exploiter en France par l'intermédiaire de filiales constituées préalablement sous forme de SNC ou SAS.

La société est constituée de trois types de structure : la société « tête de groupe » Maïa Eolis SA ayant un conseil d'administration ; la société ME Participations SASU qui est une holding financières ; les sociétés de projet composées de 25 sociétés en Nom Collectif et 7 sociétés par actions simplifiées.

En termes de ressources humaines, Maïa Eolis SA regroupe la Direction ainsi que les équipes opérationnelles -développement, construction, expertise, exploitation-maintenance.

MAÏA Eolis emploie 42 cadres, 28 ETAM et 5 alternants afin de développer, concevoir, construire et réaliser la maintenance et l'exploitation de parcs éoliens sur le territoire français. A la date de rédaction, MAÏA Eolis exploite 16 parcs (de 8 MW à 48 MW pour un total de 108 éoliennes soit 216 MW), répartis dans les ex-régions Nord-Pas de Calais, Picardie, Champagne-Ardenne et Lorraine.

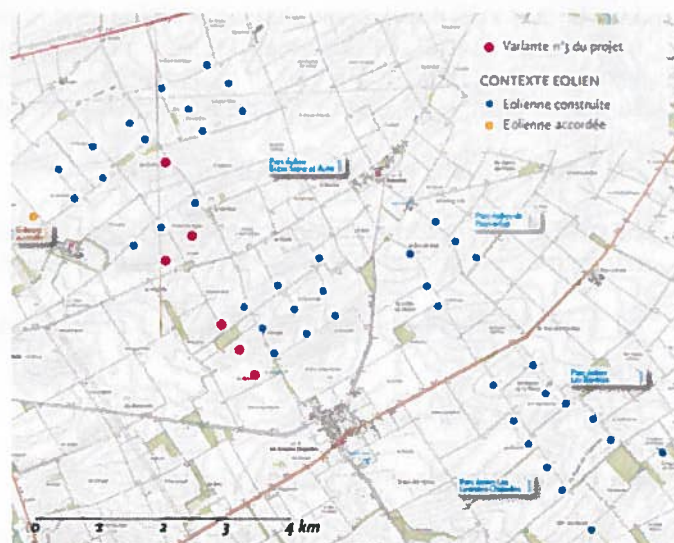
La comptabilité de chaque société du Groupe est tenue séparément par l'équipe Administrative et Financière de MAIA Eolis. Pour chacune des sociétés, une plaquette comptable et une liasse fiscale sont ainsi produites. Les comptes des différentes sociétés en exploitation et en construction font l'objet d'un audit annuel complet par des Commissaires aux Comptes (MAZARS). Pour les sociétés en Développement, une revue analytique des projets est effectuée par ces mêmes Commissaires aux Comptes.

Des capitaux propres de 230 M€ au 31/12/2014 ainsi qu' une trésorerie excédentaire de 63 M€ à cette même date témoignent de la solidité et la capacité financière du Groupe MAÏA Eolis à répondre à l'ensemble de ses engagements.

Compte tenu de la structure juridique du groupe, la SA MAÏA Eolis est pleinement responsable de la totalité des dettes contractées par les SNC MSE/MET. Aussi, en cas de défaillance d'une SNC MSE/MET, la SA MAÏA Eolis aura l'obligation de régler au créancier de la SNC concernée la totalité de la dette de cette dernière.

I.3 Contexte et descriptif sommaire du projet

Le projet retenu consiste en l'implantation d'un parc éolien composé de 6 éoliennes, en extension du parc existant de « entre Seine et Aube » composé actuellement de 24 éoliennes, d'une puissance maximale unitaire comprise entre 1,7 et 2,3 MW dont la puissance totale maximum est de 13,8 MW et d'un poste de livraison sur les communes de Droupt-Sainte-Marie, Droupt-Saint-Basle et Les Grandes Chapelles dans le département de l'Aube. Les 6 éoliennes présentent une hauteur maximale de 131,5 m quelque soit le modèle retenu parmi les quatre proposés.



- 6 turbines Senvion MM100@80 ont une hauteur de moyeu de 80 mètres (soit une hauteur de mât de 84 mètres au sens de la réglementation ICPE). Le diamètre du rotor vaut 100 mètres, soit une hauteur totale en bout de pale de 130m ;
- 6 turbines Vestas V100@80 ont une hauteur de moyeu de 80 mètres (soit une hauteur de mât de 84 mètres au sens de la réglementation ICPE). Le diamètre du rotor vaut 100 mètres, soit une hauteur totale en bout de pale de 130m ;
- 6 turbines Siemens SWT 2.3 101 @80 ont une hauteur de moyeu de 80 mètres (soit une hauteur de mât de 84 mètres au sens de la réglementation ICPE). Le diamètre du rotor vaut 101 mètres, soit une hauteur totale en bout de pale de 131.5 m ;
- 6 turbines GE 1.7-103@80 ont une hauteur de moyeu de 80 mètres (soit une hauteur de mât de 84 mètres au sens de la réglementation ICPE). Le diamètre du rotor vaut 103 mètres, soit une hauteur totale en bout de pale de 131.5m.

a) Localisation

Commune	Parcelle cadastrale	N°éolienne	WGS84 Longitude	WGS84 Latitude	NGF TN en m	NGF – Bout de pale en m
Droupt-Sainte-Marie	ZE 28	E1	3°58'52,5"	48°30'15,0"	108,1	239,6
Droupt-Saint-Basle	ZO 19-42	E2	3°59'11,9"	48°29'37,9"	110,4	241,9
	ZO 5-6-7	E3	3°58'51,5"	48°29'25,5"	100,2	231,7
	ZP 22	E4	3°59'34,3"	48°28'52,9"	108,3	239,8
Les Grandes Chapelles	ZA 43	E5	3°59'47,2"	48°28'40,1"	109	240,5
	ZA 42	E6	3°59'58,3"	48°28'27,4"	102,4	233,9
	ZA 61	PdL	3°59'57,5"	48°28'58,6"	115	-

b) Environnement du projet

Le projet est situé dans la région Grand Est, dans le département de l'Aube, sur les territoires des communes de Droupt-SainteMarie, Droupt-Saint-Basle et Les Grandes Chapelles.

Ces communes sont situées à une vingtaine de kilomètres au nord de Troyes, et à environ 60 kilomètres au sud-ouest de la ville de Châlons-en-Champagne. Le projet s'insère dans un contexte de parcs éoliens existants ou en projet. Il est localisé en champagne crayeuse, les parcelles cultivées et leurs biotopes associés occupent la quasi-totalité du secteur d'étude et présentent une flore commune et à très large répartition dans la région.

Le site du projet prend place dans une plaine, encadrée par la confluence en épi de la Seine et de l'Aube, au nord ouest. Sur le site du projet proprement dit, le relief présente des ondulations douces, et les altitudes varient de l'ordre de 100 à 130 m NGF. L'encaissement des vallées est ainsi inexistant, avec une altitude de l'ordre de 80 m NGF, soit un dénivelé très faible -moins de 1%- entre la plaine et le lit de la Seine comme de l'Aube.

L'habitation la plus proche se trouve à 1000m.

En 2012, le schéma régional éolien de plan climat, air, énergie de Champagne-Ardenne classe les communes comme favorable au développement éolien.

La zone d'étude et son environnement sont principalement à vocation agricole.

I.4 Situation administrative :

Nomenclature des installations classées

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre de la rubrique 2980 décrite dans le tableau ci-dessous :

Désignation des installations	Rubrique	Régime	Quantité /unité	Rayon d'affichage
Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, 1 – comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	2980 – 1 (d)	Autorisation	8 aérogénérateurs dont les mâts ont une hauteur de 100 m	6 km

Garanties financières

Le montant des garanties financières associées à ce projet s'élève à 301 363 €. La société MSE la Prévoterie déclare être en mesure d'assurer ces garanties financières dès la mise en exploitation des premières éoliennes.

II. Présentation de la demande

La demande d'autorisation unique a été déposée le 22/12/2015. La demande comporte les pièces nécessaires à l'instruction de la demande de permis de construire soumis au règlement national de l'urbanisme et de l'autorisation d'exploiter.

L'avis de l'Autorité environnementale a été délivré le 18 mai 2016 et le dossier de demande a été déclaré recevable le 24 mai 2016.

Une enquête publique s'est déroulée du 15 septembre au 15 octobre 2016 inclus, et le commissaire enquêteur a transmis son avis le 4 novembre 2016.

II.1 Demande d'autorisation d'exploiter ICPE

La société a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse les impacts et les risques présentés par son projet.

II.2-1 Étude d'impact

L'étude d'impact comprend les éléments requis par l'article R.122-5 du code de l'environnement. Elle est accompagnée d'un résumé non technique qui présente de manière synthétique l'état initial de l'environnement, les impacts du projet et les mesures prévues pour les atténuer. La description de la démarche d'élaboration du projet et la justification des choix vis-à-vis des préoccupations d'environnement est abordée dans le dossier.

Le périmètre d'étude est plus ou moins large selon les thématiques étudiées, allant des limites de la zone d'implantation potentielle des éoliennes à un périmètre de 20 km autour de celles-ci. Ce périmètre apparaît suffisant pour appréhender les enjeux du territoire et les effets du projet.

a) Évaluation de l'état initial

Le milieu humain

L'éolienne la plus proche d'une zone bâtie est la E6 qui se situe à 1000 m de la commune des Grandes Chapelles. L'aire d'étude n'est concernée par aucun silo ou ICPE en dehors du parc éolien « entre Seine et Aube » dont le projet constitue l'extension.

L'environnement sonore au niveau des zones habitées a été étudié sur la base de campagnes de mesures réalisées en soustrayant numériquement dans le calcul des niveaux résiduels dans l'environnement sonore les émissions sonores du parc existant « Entre Seine et Aube » dans lequel le projet d'extension s'imbrique. Les niveaux acoustiques autour du site pour trois des quatre points de mesure, de jour entre 32 et 50 dBA comme de nuit entre 28 et 48 dBA, font état d'un environnement sonore relativement calme pour ce secteur rural. L'emplacement de la mesure R1 étant proche d'une route départementale passante -D441, présente des niveaux sonores élevés, de jour comme de nuit, respectivement : 66 et 69 dBA pour les valeurs hautes.

Milieu naturel

La zone d'étude se situe à 2,5 km de la vallée de l'Aube et à environ 3 km de la vallée de la Seine.

Elle se localise en dehors de tout périmètre protégé mais plusieurs sites d'intérêts patrimoniaux -Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux, Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique -ZNIEFF- de type 1 et de type 2- sont présents dans un rayon de 10 kilomètres autour de la zone d'étude dont deux sont incluses dans le périmètre d'étude :

- znieff 1 : 210020023 « marais latéraux de la rive droite de la vallée de la seine a droupt-st-marie et saint-oulph » ;
- znieff 2 : 210009943 « vallée de la seine de la chapelle-st-luc a romilly-sur-seine ».

Cinq sites natura 2000 sont présents dans un rayon de 15 km autour de la zone d'étude et figurent dans le tableau ci-après :

- zone de protection spéciale -ZPS- «Vallée de l'Aube, de la Superbe et Marigny » à 3000m ;
- zone spéciale de conservation -ZSC- «Prairies et bois alluviaux de la basse vallée alluviale de l'Aube » à 2100 m ;
- ZSC « Marais de la Superbe » à 7500 m ;
- ZSC « garenne de la Perthe » à 8 200 m ;
- ZSC « prairies, marais et bois alluviaux de la Bassée » à 12 400 m.

Les secteurs de friche et les lisières forestières sont composés d'une flore intéressante bien qu'aucune espèce ne soit protégée ou remarquable. Les parcelles de grandes cultures dominant la zone d'étude présentent un enjeu négligeable.

En ce qui concerne la faune terrestre, le lièvre d'Europe inscrit sur la liste rouge régionale est signalé abondant dans la zone d'étude mais ne présente pas d'enjeu particulier.

Un diagnostic écologique a été réalisé sur un cycle biologique complet au cours des années 2014 et 2015. Ce diagnostic a été précédé par une étude diagnostic avifaune en 2006 et 2007, une étude radar en automne 2008, une autre étude diagnostic dans le secteur de Rhèges en 2009 et un suivi post implantation avifaune du parc éolien entre Seine et aube entre 2010 et 2012.

Concernant l'avifaune, les enjeux en période pré-nuptiale sont faibles. Le taxon passereau est peu présent. Les observations concernent les rapaces de plaine et trois individus d'Oedicnème criard. En période post-nuptiale, les mêmes espèces ont été observées ainsi que le passage d'un groupe de six milans royaux volant au-dessus de la hauteur des pales. L'enjeu lors de cette période est considéré comme fort en ce qui concerne le Milan royal et le vanneau huppé sur l'axe migratoire au nord de la zone d'étude. La zone d'implantation potentielle accueille une avifaune nicheuse typique des grandes cultures de Champagne

crayeuse telle que le Bruant proyer accompagné de l'alouette des champs mais en effectif moyen. On note également la présence des rapaces de plaine cités précédemment ainsi que l'Oedicnème criard inscrit sur la liste rouge des espèces nicheuses de Champagne-Ardenne qui a fait l'objet de 42 contacts. L'enjeu est donc modéré pour cette période. Enfin, un enjeu faible à modéré est du à la présence de quelques individus de rapaces tels que le Busard Saint Martin, la Buse variable et le Faucon crécerelle en période hivernale.

En ce qui concerne les chauves-souris, les prospections réalisées ont mis en évidence une diversité spécifique modérée avec 7 espèces identifiées. L'activité chiroptérologique est certes plus importante en lisière forestière, mais certaines espèces de haut vol -Noctules, Pipistrelles de Nathusius et commune- fréquentent couramment en effectif modéré, les espaces ouverts susceptibles d'accueillir les éoliennes.

L'étude d'incidence Natura 2000 prend en compte tous les sites dans un rayon de 15 km autour de la zone d'étude. Le projet peut potentiellement avoir des interactions avec certaines espèces présentes dans la ZPS Vallée de l'Aube, de la Superbe et Marigny. Il s'agit notamment des espèces nicheuses à grand rayon d'action : la Bondrée apivore, le Busard cendré, le Busard des roseaux, le Busard saint-Martin, le Milan royal et la Cigogne blanche.

Le paysage et le patrimoine

Les paysages du territoire d'étude sont essentiellement caractérisés par ceux de la Champagne crayeuse, traversée par un fleuve, la Seine, et son affluent, l'Aube, à laquelle s'adjoint une rivière, la Barbuise. Le site du projet éolien forme un terrain d'assiette homogène, relevant tout entier des caractéristiques de la Champagne crayeuse. Il est encadré par des villages dont les églises sont protégées, mais déjà en situation de covisibilité avec les parcs éoliens existants.

Ainsi les églises des Grandes Chapelles et Premierfait sont aux limites immédiates du site du projet. Le cas le plus spécifique concerne le château de Droupt-Saint-Basle. Toutefois, situé dans un écrin de verdure il semble a priori peu ou pas impacté par le parc existant.

b) Évaluation des impacts

Impacts sur le milieu humain

L'analyse acoustique prévisionnelle en prenant en compte le gabarit sonore le plus bruyant fait apparaître que les seuils réglementaires admissibles seront respectés pour l'ensemble des zones à émergence réglementées concernées par le projet d'extension du parc entre Seine et Aube, quelles soient les périodes temporelles et les classes de vent. L'exploitant ne prévoit par conséquent aucun plan de bridage pour les six nouvelles machines.

Les infra-sons, les champs électromagnétiques et les effets stroboscopiques des ombres portées abordés dans l'étude n'auront pas d'impact sur la santé des riverains vu l'éloignement des premières habitations.

Impacts sur le milieu naturel

Le secteur d'étude n'abrite aucune sensibilité en ce qui concerne la flore, les habitats et la faune terrestre, l'emprise des projets ne concernant en effet que des parcelles cultivées. Les effets sont donc considérés comme nuls.

La zone d'étude se trouvant entre la vallée de la Seine et de l'Aube constitue un couloir naturel de passage. Les observations ont confirmé que le couloir principal inscrit au SRE est situé au nord du secteur d'étude. Le milan royal et le vanneau huppé ont migré en effectif peu élevé dans ce secteur. Mais la présence du Milan royal est ponctuelle sur la zone d'étude en période de migration et en l'absence de nidification dans le secteur d'étude le projet d'extension aura un impact très faible. Toutefois le risque de collision n'est pas à exclure en période de migration.

L'impact est jugé moyen au centre de la zone d'étude entre les deux lignes de machines existantes correspondant au couloir secondaire.

L'oedicnème criard pourrait être perturbé sur une période courte par l'implantation de nouvelles machines car l'espèce est sensible à l'effarouchement. Néanmoins certains individus tentent de recoloniser les secteurs avec éoliennes plus ou moins rapidement.

Les travaux pourraient également perturber les rapaces diurnes de plaine notamment les busards, si les travaux devaient se dérouler en période de reproduction.

Pour toutes les espèces de chauves-souris, l'impact sera très faible en raison de leur faible abondance sur la zone d'étude. Toutefois, la variante 3 retenue, du fait de la contrainte du radar militaire projetée l'implantation de l'éolienne n° 4 à 110 m d'un boisement. Cette distance ne respectera donc pas la recommandation du SRE fixant cette distance minimum à 200 m.

Impacts sur le paysage et le patrimoine

Une étude paysagère réalisée est jointe à la demande d'exploiter. Celle-ci permet d'appréhender l'insertion paysagère du projet depuis toutes les directions et à toutes distances dans le périmètre d'étude.

A partir des points de vue représentatifs du territoire et des sensibilités relevés dans l'état initial, l'impact visuel du projet a été étudié par la réalisation de photomontages basée sur 30 points de vue.

Le projet d'extension Entre Seine et Aube de par son dimensionnement et de son inscription dans la trame existante -hauteur identique des éoliennes et nombre de machines-, est peu impactant globalement. L'étude montre que l'église des Grandes Chapelles est impactée par ce projet d'extension, mais que l'effet est limité car l'extension vient s'ajouter de façon modérée à une situation de covisibilité pré-existante. Par ailleurs, les photomontages réalisés montrent que le parc aura un impact nul sur le château de Droupt-Saint-Basle.

c) Impacts cumulés

Il n'y a pas d'autre projet connu ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale aux abords du projet MSE la Prévoterie. Toutefois, l'impact cumulé sur le paysage du projet d'extension est non significatif du fait de son imbrication en trois entités distinctes dans le parc existant « Entre Seine et Aube ».

En ce qui concerne, l'avifaune l'effet de barrière se densifie au centre de la zone étude. Un couloir migratoire est également présent dans ce secteur, mais les passages y sont moins réguliers vis-à-vis de celui situé au nord de la zone d'étude.

d) Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts du projet

L'étude précise les mesures prévues pour éviter ou réduire les incidences du projet. Les mesures principales sont :

- le choix de variante retenue évite l'implantation de machine dans le couloir de migration principal situé au nord du secteur d'étude ;
- pendant la phase travaux, le maître d'ouvrage s'engage à ne pas réaliser les opérations de terrassement lors de la période de nidification entre le 1^{er} avril et le 31 août ;
- pendant l'exploitation, un dispositif de bridage de la machine n° 4 déclenchera l'arrêt de l'éolienne entre le mois d'avril et le mois d'octobre lorsque les conditions météorologiques seront favorables à l'activité des chauves-souris ;
- le maître d'ouvrage s'engage également à mettre en place un suivi post-implantation sur 3 ans, un suivi de protection des busards notamment pendant la période de nidification, des rapaces et de l'Oedicnème criard sur les périodes les plus sensibles de nidification et de migration post-nuptiale ainsi qu'un suivi automnal.

II.2-2 Étude de dangers

L'étude de dangers est proportionnée aux risques présentés par le projet. Elle respecte la démarche réglementaire d'évaluation des dangers.

a) Identification et caractérisation des potentiels de dangers

Les potentiels de dangers des installations sont clairement identifiés et sont liées notamment à la taille des aérogénérateurs, aux pièces en mouvement, aux conditions climatiques et à la production d'électricité.

Le parc éolien sera implanté en plein champ, à l'écart de toute zone habitée, de telle sorte que l'exposition des tiers à un risque est fortement réduite.

Les événements pertinents comme les accidents et / ou les incidents survenus sur le site et sur d'autres installations similaires ont été détaillés dans l'étude de dangers. L'accidentologie a également été étudiée et prise en compte.

b) Quantification et hiérarchisation des phénomènes dangereux examinés

L'étude de dangers expose clairement les phénomènes dangereux que les installations sont susceptibles de générer en présentant les informations relatives à la probabilité d'occurrence, la gravité, la cinétique, ainsi que les distances d'effets associées. L'examen des différents critères ne fait pas apparaître de phénomène dangereux jugé inacceptable au sens de la réglementation en vigueur.

Les phénomènes dangereux suivants ont été identifiés :

- l'effondrement d'une éolienne ;
- la chute de pales ou la projection de glace ;
- l'incendie du générateur.

c) Identification des mesures prises par l'exploitant

L'étude de dangers a détaillé les mesures projetées visant à diminuer les effets, à savoir :

- les systèmes de sécurité contre la sur-vitesse (freins aérodynamiques, détecteurs de vitesse...) ;
- les systèmes de sécurité contre les vents forts (débrayage de l'éolienne) ;
- les systèmes de sécurité contre les risques électriques (organes de coupure, isolement, détecteurs de fumées...)
- les systèmes de sécurité contre les risques d'échauffement (détecteurs de température, refroidissement)

II.3 : recevabilité de la demande

Consulté sur le projet :

- la direction de l'aviation civile a donné son accord pour l'exploitation du projet de MSE la Prévoterie en date du 5 janvier 2016 ;
- la direction de la circulation aérienne militaire a donné son accord pour l'exploitation du projet de MSE la Prévoterie en date du 29 février 2016 ;
- Météo France a indiqué dans son courrier en date du 22 décembre 2016 que compte tenu de la distance du radar la plus proche -23 km pour l'éolienne la plus proche- aucune contrainte ne pesait sur le projet éolien et donc que son avis n'était pas requis.

Le dossier de demande d'autorisation a été déclaré recevable le 24 mai 2016. Il comporte néanmoins certaines imprécisions qui ont été signifiées par mail au pétitionnaire afin qu'il apporte des compléments visant à satisfaire les demandes de l'instructeur sur le volet énergie au cours de la procédure d'instruction :

- correction du formulaire cerfa dont la case au 1 « une autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie » a été cochée par erreur ;
- fournir des plans de détail au 1/1 000 permettant de visualiser correctement l'ensemble du réseau projeté ;
- fournir une coupe-type de tranchée comportant plusieurs circuits de câbles ;
- fournir des éléments permettant d'apprécier la compatibilité du réseau projeté avec les autres réseaux existants, avec fourniture d'une cartographie adaptée montrant leur localisation précise, en particulier aux abords du poste de livraison, et des coupes-types spécifiques ;
- s'engager à respecter les dispositions de l'arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les ouvrages électriques.

III. Instruction de la demande

III.1 Avis de l'autorité environnementale

Un avis de l'autorité environnementale a été signé par le Préfet de Région le 18 mai 2016.

Cet avis précise que l'étude d'impact du projet aborde les différentes thématiques environnementales, notamment celles concernant le milieu naturel, de manière proportionnée aux enjeux du projet. L'étude de dangers est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et a proposé des mesures adéquates afin de réduire les risques pour l'environnement.

Le processus d'élaboration du projet a pris en compte les spécificités du territoire, en particulier le paysage et les milieux naturels. Toutefois, pour garantir une prise en compte optimale de l'environnement, l'autorité environnementale recommande :

- de réexaminer l'implantation de l'éolienne n°4 pour respecter dans la mesure du possible la distance minimale de 200 m des boisements préconisée par le SRE ou de justifier à minima l'impossibilité de la respecter ;

- de réaliser le dispositif de suivi post-implantation rapidement après la mise en service du parc pour vérifier les impacts potentiels sur l'avifaune et les chiroptères et optimiser les mesures de réduction ou de compensation.

III.2 Enquête publique et avis du commissaire enquêteur

L'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2016214-0001 du 1 août 2016 a prescrit une enquête publique sur le territoire des communes de Droupt-Saint-Basle, Droupt-Sainte-Marie et les Grandes Chapelles sur la demande d'autorisation unique visant l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes par la société MSE La Prévoterie. L'enquête publique s'est déroulée du 15 septembre au 15 octobre 2016 et a été conduite par M Alain Senelet désigné commissaire enquêteur par décision E16000060/51 du 25 mai 2016 de Mme la vice-présidente du tribunal Administratif de Chalons en Champagne, sur le territoire des communes de Droupt-Saint-Basle, Droupt-Sainte-Marie, les Grandes Chapelles, Méry-sur-Seine, Saint-Oulph, Longueville-sur-Aube, Charny-le-Bachot, Plancy-l'Abbaye, Rhèges, Bessy, Pouan-les-Vallées, Premierfiat, Nozay, Saint-Etienne-sous-Barbuise, Saint-Rémy-sous-Barbuise, Voué, Chapelle-Vallon, Montsuzain, Villacerf, Chauchigny, Rilly-Sainte-Syre, Saint-Mesmin et Vallant-Saint-Georges.

L'information du public a été réalisée réglementairement par des insertions dans les annonces légales de deux journaux distribués dans le département de l'Aube : l'Est Eclair et Libération Champagne les 29 août et 7 septembre 2016. Par ailleurs, un affichage de l'arrêté préfectoral d'enquête a été réalisé aux lieux habituels des communes visées supra.

Etant donné qu'aucune observation, écrite ou verbale, n'a été formulée durant l'enquête, le commissaire enquêteur indique que l'on « peut comprendre le manque de réactions pour ce projet, car il s'agit du projet d'extension d'un parc existant. Les habitants ont été bien informés de ce projet d'éoliennes sur leur territoire, et ce depuis maintenant de nombreuses années... ». Ce projet de 6 éoliennes est l'aboutissement d'une longue étude démarrée en 2004, l'impact visuel résultant de l'ajout de ces 6 éoliennes est très faible car celles-ci s'intègrent parfaitement dans la trame du parc déjà construit.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet déposé par la société MSE La Prévoterie pour l'exploitation d'un parc éolien de six éoliennes sur le territoire des communes de Droupt-Saint-Basle, Droupt-Sainte-Marie et les Grandes Chapelles.

III.3 Avis des conseils municipaux et collectivités concernés

Les Conseils municipaux des communes de Plancy-l'Abbaye, Premierfiat, Saint-Oulph, Saint-Rémy-sous-Barbuise et Nozay ont émis un avis favorable au projet.

III.4 Consultation des services et organismes

→ Institut National de l'Origine et de la Qualité (INOQ) :

Par courrier en date du 5 octobre 2016, l'INAO a émis un avis favorable.

L'INAO mentionne que le projet est situé sur le territoire des communes de Droupt-Saint-Basle, Droupt-Sainte-Marie et les Grandes Chapelles qui appartiennent à l'aire géographique de l'IGP « Volailles de la Champagne », ainsi qu'à l'aire des AOP « Brie de Meaux ».

→ Agence Régionale de Santé – délégation territoriale de l'Aube (ARS) :

L'ARS de CHAMPAGNE-ARDENNE émet un avis favorable en date du 14 janvier 2016 en l'assortissant des prescriptions suivantes :

- **prescriptions n° 1 :** il sera nécessaire de prendre toutes les précautions afin d'éviter une pollution accidentelle du sol et de la ressource en eau souterraine sous-jacente, notamment en phase chantier (stockage du matériel et des engins sécurisé, mise à disposition du personnel de kits absorbants par exemple).
A cet effet, une procédure d'urgence en cas de pollution accidentelle devra en particulier être mise en place avant le démarrage des travaux, en sélectionnant notamment par avance les sociétés de dépollution des sols susceptibles d'intervenir immédiatement sur le site ;

- prescriptions n° 2 : une étude acoustique en conditions réelles sera à réaliser dans les douze mois suivant la mise en service de l'extension du parc. Le porteur de projet devra prendre les mesures correctives nécessaires en cas d'écarts sonores excessifs (bridage ou arrêt de certaines éoliennes en fonction de la vitesse et/ou de la direction du vent, etc.), en concertation avec les autres parcs existants ou accordés. De même si des plaintes pour nuisances sonores surviennent après la mise en service de l'extension.

→ **ENEDIS - agence raccordement grands producteurs** :

Par courrier en date 6 octobre 2016, ENEDIS indique que selon les dispositions de l'article L342-11 du code de l'énergie, l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension nécessaires à la réalisation d'un projet de production n'est pas à la charge de la commune.

Par ailleurs, il est précisé qu'une extension du réseau HTA, d'environ 12 km sera nécessaire pour le raccordement du parc éolien. Les postes sources les plus proches et ayant les capacités réservées suffisantes sont les postes de Voie Moyenne et les Balbons.

→ **Direction des routes et de l'action territoriale (DRAT)** :

Par courrier en date du 10 octobre 2016, la DRAT rappelle certaines règles édictées par le règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales (RD) :

- l'aménagement des débouchés, sur les routes départementales, des chemins de service desservant les éoliennes doit faire l'objet d'une permission de voirie délivrée sous forme d'arrêté départemental par les services du département de l'Aube ;
- la mise en place des réseaux desservant les éoliennes (lignes de télécommunications, lignes électriques) fera également l'objet d'une permission de voirie ;
- le maître d'ouvrage devra faire connaître au service local d'aménagement de Brienne-le-Château (SLA) les itinéraires empruntés par les convois, en particulier sur les routes départementales, notamment pour ce qui concerne la dépose et la repose des panneaux de signalisation lors du passage des convois ;
- un constat de l'état des chaussées et des dépendances devra être fait, contradictoirement avec le demandeur avant le début et la fin des travaux pour relever les dégradations éventuelles subies par le domaine public. Toute modification de profil, de carrefour ou d'accès sur RD rendue nécessaire par le passage des convois devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du SLA ;
- la boue sur la chaussée sera immédiatement balayée, sans qu'il soit nécessaire de procéder au constat de sa présence sur la chaussée.

→ **Direction départementale des territoires de l'Aube – service eau-biodiversité (DDT10/SEB)** :

Par courrier en date du 21/01/2016, la DDT10/SEB émet un avis favorable au projet sous réserve :

- pour l'avifaune : de l'application des mesures d'atténuation et de réduction des impacts décrites en page 10 de l'étude d'incidences natura 2000 ;
- pour les chiroptères : d'une mise en place effective du bridage de l'éolienne n°4 dans les conditions détaillées en page 76 de l'étude écologique (annexe 2).

→ **Direction régionale des affaires culturelles (DRAC)** :

Par courrier en date du 20/01/2016, la DRAC indique que cette demande n'est assortie d'aucune prescription archéologique.

→ **Service d'incendie et de Secours de l'Aube (SDIS)**: Absence de réponse

→ **France télécom** : Absence de réponse

IV. Avis et propositions de l'Inspection des Installations Classées

IV.1 Analyse de l'inspection des installations classées

L'instruction de ce dossier n'a soulevé aucune difficulté. Le projet d'implantation du parc éolien, dans un secteur de grande culture, dépourvu d'enjeux forts en terme de milieu naturel, imbriqué dans un parc existant, sont des éléments en faveur du projet. L'absence de mobilisation lors de l'enquête publique traduit une acceptabilité sociale forte dans ce secteur du département de l'Aube vis-à-vis des parcs éoliens. L'avis favorable implicite de la population ainsi que les avis favorables au projet des 6 conseils municipaux visés supra et des avis implicites des 3 conseils municipaux concernés directement par l'implantation du parc éolien traduisent bien cette adhésion locale au projet.

Un point mentionné dans les chapitres précédents mérite un commentaire particulier:

IV.1-1 Éléments contenus dans le dossier de demande d'autorisation :

Le porteur de projet a apporté au cours de la procédure d'instruction les pièces qui lui ont été demandées :

- raccordement électrique : les pièces sollicitées ont été remises ;

IV.1-3 Conclusion de l'inspection des installations classées

Le pétitionnaire a apporté les éléments complémentaires attendus destinés à conforter les éléments relatifs au volet énergie de son étude d'impact.

Ces éléments relatifs à l'approbation du projet au titre du code de l'énergie ont été communiqués pour avis à Enedis et n'ont pas suscité de remarques particulières. Le pétitionnaire s'est engagé à respecter la réglementation et les normes techniques en vigueur relatives aux réseaux d'électricité, conformément à la note DGEC-DGPR du 20 avril 2015 relative aux modalités particulières d'instruction des demandes d'approbation de certaines lignes électriques privées.

Le développement des parcs éoliens dans le secteur Nord aubois conduit à une densification des machines qui peut être préjudiciable à l'environnement paysager. Néanmoins, la perception du projet de parc depuis les communes les plus proches, représente un impact acceptable, ainsi que le révèle l'absence de contestation lors de l'enquête publique.

Dans ces conditions, aucun moyen tiré des considérations paysagères ne permet de censurer ce projet.

IV.2 Propositions de l'inspection des installations classées

Compte-tenu des éléments figurant ci-dessus, rien ne s'oppose à l'octroi de l'autorisation unique sollicitée.

Le projet d'arrêté préfectoral joint reprend les éléments caractéristiques du futur parc et mentionne les principales dispositions à respecter :

- Mesures principales spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

La première année de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans à raison de 9 sorties / an, l'exploitant met en place un suivi environnemental des chiroptères ;

- d'établir le suivi de l'évolution des habitats naturels ;
- d'estimer la mortalité des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs (9 passages par éolienne par an à 3 jours d'intervalle en avril, mai, juin et août ou septembre) ;
- d'étudier l'évolution de l'activité des chiroptères sur le site suite à la présence du parc éolien (comparer avec l'état initial de l'étude d'impact, préciser les connaissances du territoire, à savoir les périodes de concentration des chauves-souris en fonction des conditions météorologiques et de la probabilité de présence des chauves-souris...) ;
- de connaître les impacts directs du parc sur la biodiversité et d'adapter si nécessaire les mesures correctives.

Le suivi environnemental concernant l'avifaune est identique à celui des chiroptères décrits ci-dessus.

Mesure spécifique chiroptères - bridage de l'éolienne n°4

Compte tenu de la proximité du boisement (110 m), l'arrêt de l'éolienne n°4, sur la durée de l'exploitation, sera effectif lorsque les conditions météorologiques (conditions réunies) sont favorables à l'activité des chauves-souris :

- vent de vitesse égale ou inférieure à 6 m/s ;
- température est inférieure à 10°C ;
- entre le 1 avril et 31 octobre ;
- entre 30 minutes avant le coucher du soleil et jusqu'à 30 minutes après le lever du soleil.

Par ailleurs un suivi spécifique avifaune post-implantation -art 7.2.3 du projet d'arrêté- et un suivi d'activité spécifique busards -art 7.2.4 du projet d'arrêté- est également mise en place.

En ce qui concerne le paysage :

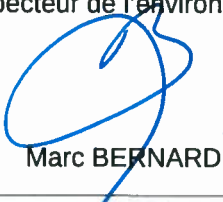
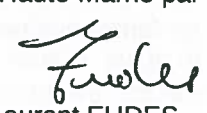
- l'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Toutes les lignes électriques implantées pour assurer le raccordement interne du parc, soit des éoliennes jusqu'au poste de livraison, sont enfouies afin de limiter l'impact visuel des installations ;
- la couleur des postes de livraison et leur habillage facilitent leur insertion dans le paysage ;
- l'exploitant met en place une plantation de haie champêtre ;
- l'exploitant s'engage à participer en accord avec les communes de Droupt-Saint-Basle, Droupt-Sainte-Marie et les Grandes Chapelles à des projets environnementaux visant à compenser l'impact visuel de son parc éolien tels que la rénovation du patrimoine communal, la réalisation d'aménagements paysagers des abords des bâtiments publics, entrées et sorties des communes concernées.

V. Conclusion

L'analyse de l'ensemble des éléments du dossier conduit l'inspection des installations classées à proposer une suite favorable à la demande sollicitée laquelle sera assortie de prescriptions appropriées à la protection des différents intérêts en jeu.

Un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé et figure en annexe du présent rapport. Ce projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du pétitionnaire.

Selon les dispositions définies à l'article 18 du décret n°2014-450 du 2 mai 2014, madame la préfète de l'Aube peut recueillir sur la base de ces propositions l'avis des membres de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites (CDNPS).

<u>REDACTEUR</u>	<u>APPROBATEUR</u>
L'inspecteur de l'environnement  Marc BERNARD	Le chef de l'unité départementale de l'Aube/Haute-Marne par intérim  Laurent EUDES

ANNEXE 2

SARL Parc éolien « Mse la Prévoterie »

—ooOoo—

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION UNIQUE

—ooOoo—

